

Opération 2022-1484-P1

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

## ARRETE DU MAIRE CD - N° 2022 - 2034

#### **AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC**

#### TRAVAUX - RUE JEAN MARIS

$\boxtimes$	Autorisation du 1er, 2ème et 3 ème groupe
	Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1 er et 2éme et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009.

# **ARRETE**

### Article 1: L'autorisation demandée par

Pétitionnaire DEBELEC CARCASSONNE	Entreprise chargée des travaux
Adresse 2682 BOULEVARD FRRANCOIS XAVIER FAFEUR 11000 CARCASSONNE	DEBELEC CARCASSONNE
Date de la demande  16/04/2020  Lieu d'intervention  RUE JEAN MARIS	Adresse 2682 BOULEVARD FRRANCOIS XAVIER FAFEUR
Description des travaux STOCKAGE DE MATERIAUX ET DE VEHICULES	11000 CARCASSONNE  Téléphone 06 34 20 27 10  Indicatif pour les pays étrangers
Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol	Fax  Courriel  gidas.kponou@groupe-comelec.com
Début et fin des travaux du 15/10/2022 au 24/12/2022	

est accordée aux conditions mentionnées ci après

# Mesures règlementaires

La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur. Ne rien rejeter de solide (granulats ou sable ou autre) dans les réseaux. Ne rien dégrader, laisser la zone propre

### Commentaires

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'AUDE

Ville de Castelnaudary

Article 2: les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4: les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet. M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Publication le

2 1 OCT. 2022

Fait à Castelnaudary le mardi 18 octobre 2022

La Maire Adjointe

Jacqueline RATABOUIL